

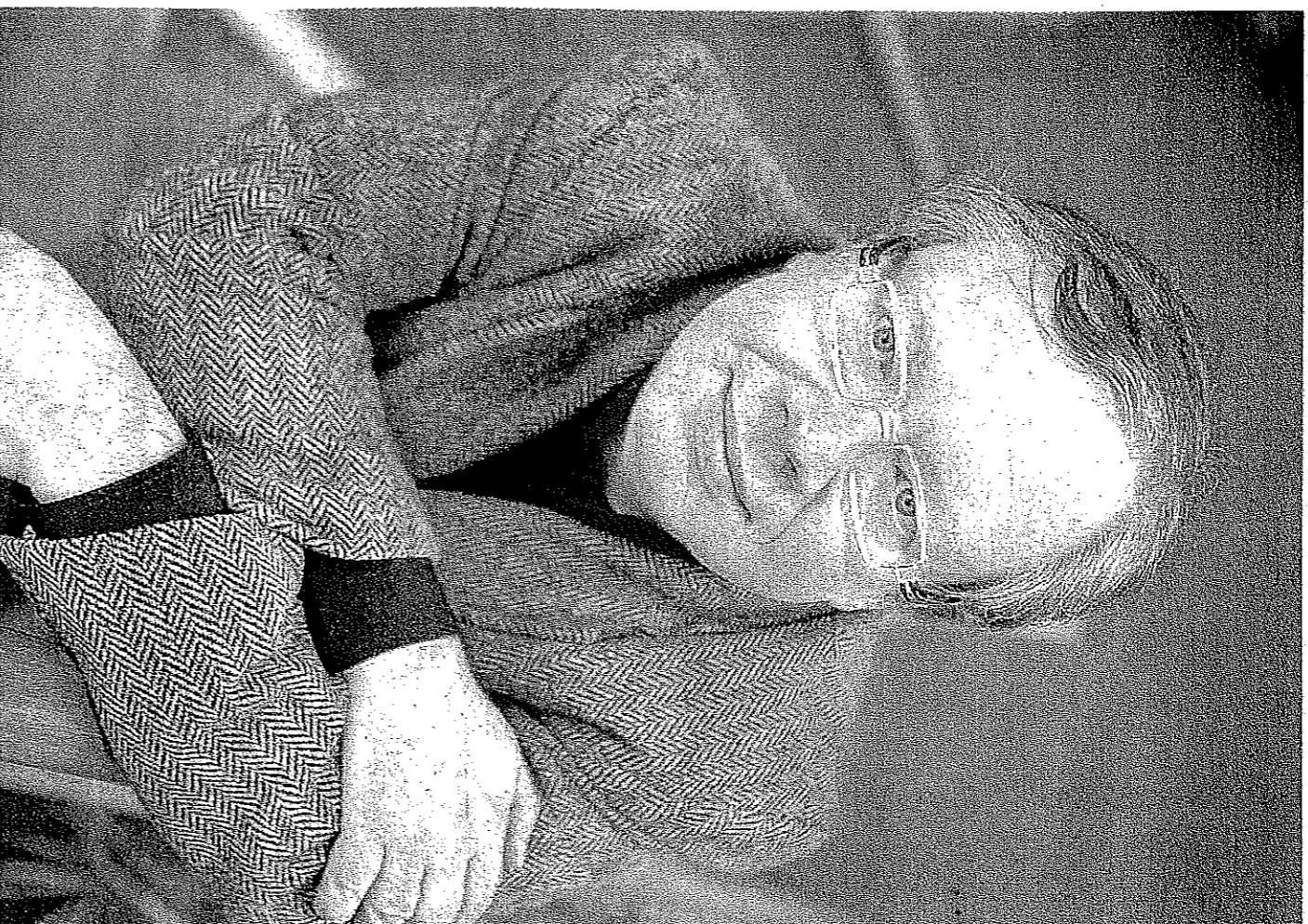
CARTE BLANCHE À Jean-Yves L'Anton, délégué d'ASSPRO, association de demandeurs d'emploi

Du chômage au désespoir

Mi-février, à Nantes, Djimal Chaab s'est immolé par le feu devant Pôle emploi. Le début d'une prise de conscience ?

Le mot travail vient du latin « *trepalium* », instrument de torture. Ainsi, le travail serait une torture. Aujourd'hui, le paradoxe est là : ceux qui ont un travail ont, parfois, du mal à le vivre et ceux qui n'en ont pas sont tout aussi torturés, torturés au quotidien par l'angoisse du lendemain et par la conscience d'une lente et humiliante descente aux enfers.

« L'homme a vécu un calvaire. La mort était au bout de la détresse sociale »



Jean-Yves L'Anton, militant infatigable du retour à l'emploi des « quadras-quinquas ». Photo DR.

Notre société vit de façon accélérée des changements entamés dans les années 70. La France se trouve confrontée à une crise sans précédent. En vérité, notre pays compte plus de cinq millions de chômeurs et 9 millions de pauvres. La précarité et la pauvreté s'installent avec son lot d'actes désespérés et de douleurs bien souvent silencieuses. Tout semble s'arrêter, se figer et même ceux qui sont les mieux armés de part leur formation ou leur milieu social semblent flancher. La trouille, la peur au ventre, caractérise cette drôle de période.

Le 14 janvier, Djimal Chaab s'est suicidé. J'ai pleuré. Cet homme a vécu durant plusieurs jours un véritable calvaire. La mort était au bout de ce que les politiciens appellent la « détresse sociale ». Quelques jours après,

sa compagne témoignait à la télévision. Cette femme mettait en avant le manque d'humanité des dispositifs de gestion du chômage, cette froideur administrative qui est d'autant plus durement ressentie par les chômeurs qu'ils ont le sentiment d'être abandonnés, désespérément

seuls. Cette mort, c'est probablement le début d'une prise de conscience : les choses doivent bouger, nous ne pouvons pas rester dans cette situation... Une association de « chômeurs et précaires » a souligné que le chômage donnait lieu plus souvent qu'on ne l'imaginait à des actes désespérés. Ces propos ont été confirmés par le professeur Michel Debout. En 2012, la crise aurait généré 750 suicides.

« Manque d'humanité »

Ce même jour devait être un grand moment pour l'association de demandeurs d'emploi pour laquelle je travaille. En effet, quelques jours plus tôt, Jean Paul Deleroye, président du Comité économique social et environnemental, avait exprimé le souhait de nous rencontrer. La rencontre fut annulée. Nous avons été déçus. Nous voulions lui dire, nous aussi, le manque d'humanité et l'inadéquation du service public de l'emploi. Nous voulions lui dire que l'Etat et les collectivités territoriales devaient nous aider dans nos combats. Nous voulions lui dire toutes ces choses que nous vivons au quotidien et qui nous placent de plus en plus en marge de la société. Nous voulions lui dire...

Jean-Yves L'Anton

BIO EXPRESS

56 ans. Délégué de l'association territoriale d'information (ASSPRO) structures spécialisées dans l'information sur l'emploi, la formation, l'insertion et la création d'entreprise. L'association œuvre notamment au retour à l'emploi des « quadras-quinquas ».

Presse Océan

RÉDACTION

► Nantes 15, rue Desnoullères.
Tél. : 02 40 44 24 00, Fax : 02 40 44 24 40.
redac.local@presse-ocean.com

► Saint-Nazaire
41, avenue du Général-de-Gaulle
Tél. : 02 51 10 11 50, Fax : 02 40 01 81 56.
redac-st-nazaire@presse-ocean.com

PUBLICITÉ

► Nantes
Précom, 18 avenue J.-Cartier
BP 70109, 44817 Saint-Herblain.
Tél. : 02 40 38 47 47.

► Saint-Nazaire
Précom, 105 avenue de la République,
BP 92, 44602 Saint-Nazaire Cedex.
Tél. : 02 40 22 32 00.

SERVICE OBSÈQUES

Tél. : 0 810 060 180, Fax : 0 820 820 831.
De 7 h 30 à 19 h, Samedi de 8 h à 17 h,
Dimanche et veille de fête de 11 h à 19 h.

ABONNEMENTS, PORTAGE

Contactez-nous au 02 40 44 24 24, Appel non surtaxé - Tarif local - Gratuit depuis Box.

JUDICIAIRES ET LÉGALES

Médialex, BP 51579,
35515 Cesson-Sévigné Cedex.
Tél. : 0 820 32 10 86, Fax : 0 820 30 90 09,
Courriel : « annonces.legales@medialex.fr »

PETITES ANNONCES

N° Indigo 0 820 000 010 (0,12€ TTC/miute)

ANNONCES EMPLOI

N° Indigo 0 820 200 212 (0,12€ TTC/miute)